

# CET ÉTÉ, LE QUÉBEC PASSE EN ZONE BLEUE.



Caucus élargi du Bloc Québécois:

## **Plus que des élections, la sortie de crise doit être priorisée**

**Québec, le 9 août 2021** – Le chef Yves-François Blanchet et la députée de la circonscription de Beauport-Limoilou, Julie Vignola, ont mis de l'avant l'éloquent bilan du parti alors que le chef s'est adressé à ses troupes réunies en caucus élargi, dimanche à Shawinigan. Ils ont souligné les nombreux gains inscrits par le Bloc et son efficacité à forcer le Parlement à considérer des enjeux cruciaux pour le Québec, notamment sur la protection de la langue française et la reconnaissance du statut de nation du Québec. Ils ont par ailleurs mis en garde Justin Trudeau quant à son désir persistant d'une élection qu'il est le seul à vouloir. S'ils s'entêtent à tenir une élection en pleine résurgence de la pandémie, les libéraux auront affaire au Bloc Québécois et devront se justifier leur choix devant les électeurs.

Yves-François Blanchet insiste : le moment est mal choisi pour tenir une élection alors que la situation sanitaire est encore fragile, voire incertaine, en raison du variant Delta. Selon lui, il serait beaucoup plus avisé que la Chambre des communes puisse reprendre ses travaux à l'automne et aller de l'avant pour adopter et bonifier des projets de loi importants pour le Québec, notamment sur la gestion de l'offre, le rehaussement des semaines de prestations d'assurance-emploi pour les gens atteints de maladie grave et le projet de loi C-10 sur la radiodiffusion, « que les sénateurs ont bloqué ».

« Personne ne veut d'une élection en ce moment : le Québec n'en veut pas; le Canada n'en veut pas; le Bloc n'en veut pas; les autres partis n'en veulent pas et même, certains libéraux n'en veulent pas. Nous suggérons plutôt à Justin Trudeau d'opter pour une prudente sagesse et faire comme il l'a très souvent fait après avoir tergiversé: écouter le Bloc Québécois et ne pas tenir d'élection! », a avisé Yves-François Blanchet.

## **Un bilan éloquent pour le Québec**

Le Québec, depuis l'élection de 2019, a bénéficié d'une forte présence bloquiste à Ottawa. Le travail du Bloc a notamment permis d'améliorer les mesures de gestion de la pandémie, ainsi qu'assurer un meilleur soutien aux producteurs sous gestion de l'offre et à l'économie des régions du Québec. Dans un vote historique, le Bloc a forcé le Parlement à prendre acte du fait que « les Québécois et Québécoises forment une nation, dont la seule langue officielle et commune est le français ». L'Assemblée nationale aura ainsi les coudées franches pour adopter les lois qui correspondent au statut de nation du Québec. Ce constat des élus fédéraux devra désormais dicter les décisions du gouvernement canadien, qui devra respecter le droit légitime du Québec d'être maître d'œuvre de ses politiques nationales, entre autres en matière linguistique et dans ses choix de société. Le Bloc a également obtenu l'appui du Parlement pour l'application de la Charte de la langue française aux entreprises sous juridiction fédérale.

« Nous avons de plus rallié la Chambre des communes en faveur d'une hausse de la pension de vieillesse de 110\$ pour tous les 65 ans et plus, contre la volonté du gouvernement de créer deux classes d'âinés. Nous avons également obtenu l'appui des parlementaires à notre projet de loi Émilie Sansfaçon à la nécessité de faire passer les prestations d'assurance-emploi en cas de maladie grave à 50 semaines. Ce sont-là deux combats que nous n'abandonnerons jamais », a déclaré Mme Vignola.

### **Emploi et pénurie de main-d'œuvre**

Le Bloc Québécois a dénoncé l'incompétence fédérale dans la gestion des ports et des installations de pêche en plus de proposer des solutions pour résoudre la pénurie de main-d'œuvre qui affecte l'ensemble des régions : « Il faut investir dans la productivité pour créer autant de richesse, de façon plus verte, mais avec moins de travailleurs disponibles », a conclu la députée de la circonscription de Beauport-Limoilou.

### **Agriculture**

Tout récemment, les libéraux ont été contraints de faire marche arrière alors qu'ils refusaient de mettre en œuvre une loi favorisant la transmission familiale des entreprises agricoles. Grâce aux pressions du Bloc, le gouvernement a finalement cédé et mis en application cette loi attendue de longue date par les propriétaires de fermes du Québec, pénalisés en laissant leur entreprise à leurs enfants.

« Le Bloc Québécois a aussi contraint le gouvernement à reculer dans le dossier du glyphosate. Incité par la multinationale Monsanto, le gouvernement s'apprêtait à tripler les seuils permis pour les légumineuses et les petits fruits, et ce, alors que la planète s'efforce d'en réduire l'utilisation. Nous avons haut et fort dénoncé cette aberration. Suite aux pressions exercées, Ottawa a suspendu le rehaussement des seuils jusqu'en 2022. Il faudra demeurer vigilant », a précisé Julie Vignola.

-30-

Source :  
David Rompré, directeur du bureau de Mme Julie Vignola  
David.rompre.308@parl.gc.ca  
418 717-5462